

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 25 mars 2019

## La guerre sociale est déclarée

Des milliers de manifestants ont à nouveau battu le pavé samedi dernier, sous haute surveillance policière... et militaire. Après l'incendie du Fouquet's la semaine dernière, on avait l'impression, à entendre Macron et son gouvernement, que le pire était arrivé. Que des maternités ferment, mettant en danger la vie des femmes et de leurs enfants à naître, que trois millions de personnes se privent de tout, même de produits d'hygiène de base, selon un sondage de l'Ifop pour l'association Dons Solidaires, que des millions de familles voient leur compte en banque vide le 10 du mois... ce sont les « dommages collatéraux » du capitalisme. Mais brûler le Fouquet's, quand même ! Où trouver désormais un brunch à 95 euros ?

Alors, comme le disait une manifestante Gilet jaune dans un coup de gueule sur LCI : « Arrêtez, bon sang, d'inverser systématiquement la situation. C'est révoltant, ce pays ! Vous êtes en train de passer en boucle des vitrines cassées. Qu'est-ce qu'on en a à faire que le Fouquet's ait cramé ! »

### Macron nous fait la guerre, et sa police aussi

Paris dans les flammes ? Du point de vue du gouvernement, il ne fallait pas en rester là. Il fallait réagir, revenir du ski dare-dare, et menacer, comme toujours, les manifestants... et l'ensemble de la population. En passant à la vitesse supérieure. Pour les Gilets jaunes, recours aux militaires et à l'opération Sentinelle.

Les commentaires n'ont pas manqué sur ce que cette annonce révèle de l'état d'esprit de ce gouvernement : les manifestants considérés comme des ennemis intérieurs, voire comme des terroristes.

À Paris, le préfet de Police a sauté, remplacé par le préfet de Bordeaux, qui s'est illustré par la violence avec laquelle les manifestations ont été réprimées dans sa ville, et que certains de ses collègues qualifient de « fou furieux ». Et c'est à lui que Castaner conseille de prendre modèle sur Clemenceau, « dont la main n'a jamais tremblé ». Une référence qui prend tout son sens, quand on sait que Clemenceau, en tant que ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre, a fait tirer sur des grévistes à plusieurs reprises dans les années 1906-1908.

### Les retraités interdits de manifestations ?

Et voilà que Macron, suite aux graves blessures d'une septuagénaire lors d'une charge policière à Nice contre un rassemblement de Gilets jaunes, a

l'indécence de l'appeler à « une forme de sagesse ».

### En haut ils font cramer l'hôpital, l'enseignement public, les transports, nos retraites et nos emplois

Car ce sont l'ensemble des travailleurs et des classes populaires qui sont la cible de ces menaces, et pas seulement les Gilets jaunes révoltés par le mépris du gouvernement et son refus de répondre à leurs revendications.

Les récentes déclarations d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, illustrent ce climat d'insécurité... sociale. Elle évoque la possibilité d'allonger encore la durée du travail pour avoir droit à une retraite. Alors que l'espérance de vie en bonne santé est inférieure à 65 ans, tout particulièrement pour les ouvriers. Et que de nombreux salariés sont privés d'emploi.

Les annonces de suppressions d'emplois ont repris de plus belle ces derniers temps. Plus de 20 000 suppressions de postes sont annoncées dans l'automobile en Europe, et de nombreux sous-traitants sont menacés. Après Conforama, c'est Castorama qui annonce des fermetures de magasins. General Electric supprime 800 emplois à Belfort... la liste des entreprises concernées est longue.

Alors, face à cette guerre sociale que patronat et gouvernement nous déclarent, soyons unis nous aussi. Salariés du public et du privé, embauchés ou précaires, Gilets jaunes et sympathisants, il faut continuer à occuper la rue et donner une nouvelle ampleur au mouvement. La bourgeoisie et ses serviteurs nous craignent, car tous ensemble, nous pouvons bloquer le pays

**Prime aux boursicoteurs, prime aux voleurs**

Comme de coutume, il serait trop simple de nous verser notre prime d'interressement et qu'on en dispose librement. Gare aux étourdis, de mèche avec Natixis, PSA la bloque automatiquement pendant 5 ans sur un compte en action si on ne fait pas la démarche d'aller la réclamer avant le 4 avril.

Une clientèle fournie sur un plateau à Natixis. En échange de quelles contreparties ?

Alors que notre travail a contribué à engraisser les actionnaires de PSA, la direction, après avoir accordé des cacahuètes en AG voudraient nous inciter à compenser ces quasi-blocages de salaires en boursicotant. Autrement dit, espérer s'enrichir sur le dos de salariés comme nous.

**Contre les licenciements, coordonner les luttes dans toute l'Europe**

Depuis quelques semaines, les annonces de suppressions de postes se multiplient en Europe, où près de 20 000 emplois sont menacés. Volkswagen annonce 7 000 emplois à supprimer (en plus des 30 000 annoncés en 2016), il a aussi Ford (5 000 en Allemagne, 1 150 au Royaume-Uni, 1 000 en France), Land Rover Jaguar (4 500 au Royaume-Uni), Honda (3 500 au Royaume-Uni), Audi, etc.

La chute du Diesel touche déjà les équipementiers ; le passage au véhicule électrique pourrait menacer des dizaines de milliers d'emplois. Mais le moteur électrique a bon dos, c'est le patronat qui refuse d'embaucher, de maintenir les emplois et de répartir le travail entre tous, pour accroître des profits. Les luttes des salariés de toute l'Europe pourraient le leur imposer, à condition qu'elles se coordonnent et ne restent pas isolées de Ford à PSA, de Volkswagen à Honda !

**De Paris à Alger, solidarité !**

Pour le cinquième vendredi consécutif, les Algériens sont descendus dans des grandes villes pour exiger le départ immédiat du président de 82 ans, Abdelaziz Bouteflika. Face au report *sine die* de l'élection, qui a accompagné le retrait de la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat, la colère contre le régime est toujours là. Plusieurs politiciens tentent de jouer leur carte en se montrant dans les manifestations (que beaucoup avaient d'abord dénoncées). Mais beaucoup ont été chahutés, voire chassés des cortèges, car les manifestants ne s'y sont pas trompés. Qu'ils se disent « démocrates », « libéraux » ou « islamistes », ces pseudo-opposants ne cherchent en fait qu'à se proposer pour gérer le système et assurer la continuité de l'État. Seuls les travailleurs algériens, par leur force, leur nombre et leur expérience peuvent offrir une véritable issue au mouvement. Il ne s'agit pas de changer le casting, mais de régler une situation sociale qui s'aggrave.

**Ne te mêle pas de mon vote**

Scrutin électoral oblige, la direction et les syndicats sont tenus à une obligation de neutralité. Las, la direction par la voix de nos hiérarchiques, parmi lesquels de nombreux candidats, insistent et, nous incite lourdement à voter « constructivement ».

Pas d'e-isoloir certes, mais bas les pattes, notre choix nous appartient.

**D'Opel à PSA même patrons, même combats**

En septembre dernier PSA a annoncé le transfert de 2000 salarié-e-s sur les 7000 d'Opel Russelsheim chez Segula. Les conditions de départ pour ceux qui refuseraient ce transfert viennent d'être détaillées : départs en pré-retraite anticipés ou indemnités. Dans une ambiance de vague de licenciement à venir dans l'automobile qui se sent partant ? Chéreau, s'est félicité de cet accord qui « renforce la performance d'Opel et cela dans le meilleur intérêt des salarié-e-s ». Le culot n'a pas de limite. Travailler pour des missions à durée aléatoire avec des conditions de travail dégradées, pas de doute c'est de notre meilleur intérêt ...

**Le panier de crabes**

La stratégie de défense de Carlos Ghosn est « bidon » et la direction de Renault ressort de cette affaire « un peu corrompue ». Ce n'est pas nous qui le disons mais Patrick Pelata ! C'est que cet ancien directeur général de Renault a une revanche à prendre. En 2011, il avait été mis au placard après l'affaire des faux espions de Renault. Quoi de plus naturel que de saisir l'occasion pour se refaire une réputation de bon patron ? Dommage qu'un chien mouillé n'en sèche pas l'autre !

Un autre n°2 en son temps reste bien plus taiseux, lui... même après avoir été chassé pour « ambition déplacée » par Carlos 1<sup>er</sup>. Sans doute parce qu'il baigne encore dans le milieu, va savoir ?

**Amiante : le scandale continue**

Au milieu des années 90, les ouvriers victimes de l'amiante avaient fini par faire éclater le scandale, bien aidés par le fait que des universitaires parisiens, socialement plus écoutés, avaient eux aussi été contaminés pendant des années à Jussieu. Mais cela reste encore une bagarre permanente afin de faire reconnaître la responsabilité des entreprises pour chaque ouvrier décédé des suites d'une exposition à l'amiante.

Le journal *Libération* a remis en lumière la présence massive d'amiante dans les établissements scolaires datant des années 70 et 80, et surtout la lâcheté des gouvernements successifs depuis les années 2000. Ils se refilent la patate chaude pendant que les établissements continuent à se délabrer et les fibres d'amiante à se répandre sur les enfants.